



Conseil économique
et social

Distr.
GENERALE

E/ICEF/1991/2 (Partie I)
7 mars 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session de 1991

POUR INFORMATION

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL

Promesses à tenir

RESUME

Le présent rapport récapitule les événements historiques intéressant les enfants qui se sont produits en 1990, notamment la réalisation des objectifs de la campagne d'immunisation universelle des enfants, la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant et la tenue du Sommet mondial pour les enfants, à l'issue duquel les participants ont adopté une Déclaration mondiale ambitieuse en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans les années 90 et un Plan d'action pour l'application de la Déclaration. Ces événements, ainsi que les buts et stratégies de développement en faveur des enfants pour les années 90 que le Conseil d'administration a adoptés en 1990, constituent une série de promesses faites aux enfants dans le monde entier, qui souffrent par millions des effets du déclin économique, des catastrophes naturelles, des troubles civils et des maladies.

Le chapitre premier examine ces promesses en détail, ainsi que les réalités de la situation dans laquelle vivent les enfants de nos jours. Le chapitre II, concernant les activités consécutives au Sommet mondial pour les enfants, souligne l'importance du respect du principe "les enfants d'abord", dans le cadre d'une stratégie de développement plus vaste associant la relance de la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la mise en valeur des ressources humaines et la protection de l'environnement. Les mesures précises proposées visent notamment à maintenir les résultats de la campagne d'immunisation universelle des enfants, à donner la priorité à l'Afrique, à restructurer les budgets nationaux et l'aide au développement et à résoudre le problème du fardeau de la dette extérieure qui pèse sur de nombreux pays en développement. Le chapitre III propose la création d'un mouvement mondial en faveur des enfants dans le cadre duquel l'UNICEF serait l'un des nombreux membres d'une vaste alliance mondiale en faveur des enfants.

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphe</u> s | <u>Page</u> |
|--|---------------------|-------------|
| I. PROMESSES ET REALITES | 1 - 11 | 3 |
| II. ACTIVITES CONSECUTIVES AU SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS | 12 - 27 | 6 |
| A. Immunisation universelle des enfants : maintien et renforcement des résultats obtenus | 18 | 7 |
| B. Priorité à l'Afrique | 19 - 24 | 7 |
| C. Restructuration des budgets nationaux et de l'aide au développement | 25 - 26 | 9 |
| D. Persistance du problème de la dette | 27 | 10 |
| III. LES PROGRAMMES EN FAVEUR DES ENFANTS : UNE PRISE DE CONSCIENCE POUR UN MOUVEMENT MONDIAL | 28 - 33 | 10 |

I. PROMESSES ET REALITES

1. L'année 1990 sera certainement considérée comme un tournant historique pour les enfants du monde. C'est en effet l'année où leurs besoins et leurs aspirations ont fait l'objet d'une attention plus soutenue dans des instances plus nombreuses et à un niveau de décision plus élevé que jamais, une année de grandes promesses faites aux enfants, notamment dans la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant et dans le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale, adoptés par le Sommet mondial pour les enfants (A/45/625, annexe), et dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Au-delà des promesses, cette année a également été une année de résultats concrets et pratiques, comme en témoigne la réalisation de l'objectif ambitieux de l'immunisation universelle des enfants, qui permettra de sauver la vie d'environ 3 millions d'enfants par an et de protéger la santé de millions d'autres enfants.

2. Sur le plan historique, l'événement qui constitue peut-être la promesse la plus durable faite aux enfants en 1990 a été l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. Ouverte à la signature en janvier 1990, la Convention a obtenu les 20 ratifications requises pour entrer en vigueur en moins de huit mois - ce qui représente le délai le plus court jamais enregistré pour la ratification d'une convention internationale relative aux droits de l'homme. Cette convention fixe des normes juridiques universelles visant à protéger les enfants du manque de soins, des mauvais traitements et de l'exploitation, et à leur garantir la jouissance des droits fondamentaux de l'homme, y compris le droit à la survie, au développement, à la protection et à la participation aux activités sociales, culturelles, éducatives et autres nécessaires à leur bien-être. Un an après l'adoption de la Convention, 58 pays l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré, et 75 autres l'avaient signée. Il faudra peut-être de longues années avant qu'elle ne soit pleinement appliquée, en particulier dans les pays en développement, mais les normes et critères qui y sont définis compteront désormais au nombre des principes directeurs des efforts de développement.

3. La première action importante entreprise au niveau international pour traduire la Convention dans la pratique a été la tenue à Jomtien (Thaïlande), en mars 1990, de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous. Cette conférence, à laquelle ont participé des représentants de presque tous les gouvernements du monde, ainsi qu'un grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organismes internationaux, a adopté une déclaration et un cadre d'action contenant des recommandations précises concernant l'expansion rapide des activités d'éveil destinées à la petite enfance, l'éducation de base et l'alphabétisation, la formation professionnelle et l'acquisition de connaissances, de compétences et de valeurs par tous les moyens d'éducation classiques et non classiques afin d'améliorer la qualité de la vie des enfants et de leurs familles. Les orientations définies et l'engagement pris lors de cette conférence constituent des promesses essentielles pour les enfants car, comme le Sommet mondial pour les enfants l'a affirmé par la suite, "outre leur intérêt intrinsèque pour l'épanouissement de l'être humain et l'amélioration de la qualité de la vie, les progrès de l'éducation et de l'alphabétisation peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de la santé maternelle et infantile, la protection de l'environnement et l'instauration d'un développement durable" 1/.

4. L'approbation par le Conseil d'administration de l'UNICEF, en avril 1990, des buts et stratégies de développement en faveur des enfants pour les années 90 (E/ICEF/1990/L.5) a été une décision importante et pleine de promesses pour les enfants. Les buts et objectifs approuvés non seulement définissent les priorités de l'action de l'UNICEF au cours de la prochaine décennie et au-delà, mais ont également servi de base à la Déclaration et au Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants.

5. Lors du Sommet, les besoins et les problèmes des enfants ont été examinés au plus haut niveau possible. Les dirigeants de 159 pays représentant 99 % de la population mondiale - y compris 71 chefs d'Etat ou de gouvernement et 88 ministres et ambassadeurs - se sont réunis au Siège de l'ONU le 30 septembre 1990 et ont adopté une Déclaration et un Plan d'action. Ces proclamations historiques énoncent non seulement de nobles principes, mais également des buts très précis et fixent, dans de nombreux cas, des objectifs mesurables et des dates limites pour leur réalisation. Pour souligner le sérieux de leur engagement, les dirigeants sont convenus d'une liste détaillée de mesures complémentaires à appliquer aux niveaux national et international.

6. Le respect des engagements pris au Sommet permettrait de sauver la vie d'une cinquantaine de millions d'enfants et de 1,5 million de femmes au cours des 10 premières années et de protéger la santé et le bien-être de millions d'autres. En réduisant de moitié la malnutrition et l'analphabétisme, on contribuerait à édifier des sociétés composées de membres sains, productifs et bien informés. Selon le Plan d'action, la réalisation des objectifs approuvés par le Sommet "permettrait également de réduire le taux de croissance de la population dans la mesure où la baisse continue du taux de mortalité infantile jusqu'à un niveau où les parents peuvent espérer que leurs premiers enfants survivront est suivie, avec un certain décalage, d'une diminution encore plus importante des naissances" 2/.

7. La Convention, la conférence sur l'éducation, le Sommet et la réalisation de l'objectif de l'immunisation universelle des enfants ont fait de 1990 une année historique, pleine de promesses sans précédent pour les enfants.

8. Toutefois, ces grandes promesses doivent être considérées dans le contexte des énormes problèmes auxquels les enfants doivent faire face dans le monde. L'année 1990 n'a nullement été une année de succès total pour les enfants. Dans certaines régions, leur situation s'est en fait détériorée. L'Afrique subsaharienne a continué de subir les effets d'un déclin économique continu, de catastrophes naturelles, de troubles civils et des ravages causés par le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) dans de nombreux pays. On n'a pas encore trouvé de solution globale et durable à la crise de la dette extérieure qui, en Amérique latine et en Afrique, continue à faire obstacle à la reprise économique et au progrès social. Si les pays les plus dynamiques d'Asie de l'Est ont continué de connaître une croissance économique soutenue et de faire des progrès dans le domaine social, l'Asie du Sud reste la région où la pauvreté, avec les fléaux sociaux qui l'accompagnent, est la plus grande. La situation entre l'Iraq et le Koweït a non seulement détourné l'attention de la cause des enfants, qui avait enregistré des progrès considérables dans cette région au cours des 10 dernières années, mais a également eu un effet dévastateur en dehors de la région, en

particulier dans de nombreux pays en développement importateurs de pétrole. En Europe centrale et orientale, il est à craindre que sans filets de sécurité sociaux, la situation des enfants ne se dégrade encore durant la période de transition vers une économie de marché.

9. Les statistiques donnent une illustration graphique du sort des enfants. Environ 14 millions d'enfants sont morts en 1990, tandis que les progrès réalisés dans le domaine de l'immunisation et de la thérapeutique de réhydratation par voie buccale et l'amélioration d'autres services de santé infantile ont permis d'en sauver environ 3,5 millions. Quelque 500 000 femmes sont mortes de causes liées à la grossesse et à la maternité, décès qui auraient pour la plupart pu être évités par des soins prénatals, un espacement plus grand des naissances et une planification familiale plus rationnelle. La malnutrition a retardé la croissance de 100 millions d'enfants. A la fin de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990), environ 1,2 milliard de personnes - soit un tiers de la population du monde en développement - n'a toujours pas accès à de l'eau potable, encore que l'accès à de l'eau salubre ait été assuré à 1,3 milliards de personnes supplémentaires au cours de la Décennie. En 1990, un enfant sur deux dans les pays en développement a quitté l'école avant la fin du cycle primaire, tandis que 3 adultes sur 10 - 6 femmes sur 10 - étaient analphabètes. On estime que 80 millions d'enfants travaillaient dans des situations où ils étaient exploités et que 30 millions étaient laissés à eux-mêmes dans les rues des villes. Des millions d'autres enfants étaient victimes de la guerre et de catastrophes naturelles ou causées par l'homme.

10. Les grandes promesses faites en 1990 doivent être considérées dans le contexte de ces problèmes et d'autres défis considérables. Il est clair qu'il faut accélérer le progrès et prendre des engagements de plus grande portée si l'on veut atteindre en une décennie les buts fixés en faveur de la cause des enfants qui ont été approuvés par le Conseil d'administration et, ultérieurement, par le Sommet mondial pour les enfants. Ces buts ne pourront être atteints qu'au prix de progrès accélérés, d'un engagement politique accru, de la mise au point de solutions techniques et d'une mobilisation sociale, permettant d'accomplir en une décennie le travail de plusieurs décennies.

11. Les objectifs ambitieux qui ont été fixés sont le résultat de consultations approfondies menées dans diverses instances internationales auxquelles ont participé pratiquement tous les gouvernements et organismes compétents des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, l'UNICEF et diverses ONG. Le fait que ces objectifs ont également été approuvés par les dirigeants du monde entier, à la suite des délibérations qu'un groupe de travail composé de leurs représentants personnels a menées pendant un an, et que le Conseil d'administration y a souscrit, montre bien que la communauté internationale est d'avis que ces objectifs peuvent être réalisés et doivent l'être.

II. ACTIVITES CONSECUTIVES AU SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS

12. Le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant signale plusieurs mesures essentielles pour la pleine réalisation des buts et stratégies en faveur des enfants au cours des années 90. La principale de ces mesures a trait au principe "les enfants d'abord", énoncé au paragraphe 33 du Plan d'action (A/45/625, annexe). Le respect de ce principe, suivant lequel les besoins essentiels des enfants doivent être considérés comme hautement prioritaires lors de l'affectation des ressources, dans les époques de pénurie comme dans les époques de prospérité, aux niveaux national, international et familial et à celui des collectivités, est le principe fondamental pour la réalisation de ces objectifs. En l'absence d'une volonté ferme de l'appliquer, les ressources limitées disponibles pour les programmes en faveur des enfants, lesquels ne peuvent pas voter ni exercer de droit de veto sur les décisions de leurs aînés concernant l'allocation des ressources, seront détournées au profit d'un trop grand nombre d'autres activités concurrentes.

13. Le principe "les enfants d'abord" doit toutefois s'inscrire dans une stratégie de développement plus vaste qui, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 34 du Plan d'action, associerait la relance de la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la mise en valeur des ressources humaines et la protection de l'environnement. Ces objectifs sont d'ailleurs aussi les piliers de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement. Aussi bien le Rapport sur le développement humain, 1990, publié par le PNUD, que le Rapport sur le développement dans le monde, 1990, publié par la Banque mondiale et axé sur le problème de la pauvreté, soulignent l'importance de ces quatre éléments fondamentaux pour les stratégies de développement au cours des années 90. Cette convergence de vues entre les principaux organismes des Nations Unies sur les priorités pour les années 90 augure bien du bien-être des enfants.

14. Le paragraphe 34 du Plan d'action énonce également une série de mesures précises, notamment l'élaboration par tous les gouvernements, d'ici la fin de 1991, de programmes d'action nationaux en vue de la réalisation des buts et objectifs du Sommet. Le paragraphe 35 décrit les mesures qui doivent être prises par toutes les institutions régionales et internationales de développement - qu'elles soient multilatérales, bilatérales et non gouvernementales - à l'appui des mesures prises aux niveaux national et local. L'Assemblée générale a souscrit à cet appel dans sa résolution 45/217 relative au Sommet mondial pour les enfants.

15. Le Conseil d'administration voudra peut-être lui aussi souscrire à cet appel et demander que des mesures visant à donner suite au Sommet soient prises, non seulement par l'UNICEF, mais également par tous ceux à qui les dirigeants mondiaux ont adressé leur appel.

16. Au paragraphe 35 du Plan d'action, l'Organisation des Nations Unies est invitée à mettre en place des mécanismes appropriés de suivi pour faire rapport sur les progrès réalisés dans la réalisation des buts fixés en faveur des enfants au cours des années 90. L'UNICEF, en collaboration avec d'autres organismes compétents du système des Nations Unies, est invité à contribuer à cette tâche et, plus précisément, à établir une synthèse des plans et mesures mis en oeuvre par les

différents pays et la communauté internationale. L'UNICEF devra probablement établir en 1992 le premier de ces rapports qui servira également de base au rapport sur le suivi du Sommet que le Secrétaire général a été prié de présenter à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, en 1992.

17. Le document E/ICEF/1991/12 contient des propositions précises concernant les mesures à prendre par l'UNICEF en application de la Déclaration et du Plan d'action adoptés lors du Sommet, qui seront examinées par le Comité du programme. Toutefois, parmi tous les problèmes qui se posent actuellement à la communauté internationale, quelques questions de caractère général affectant les enfants méritent une attention particulière. Il serait extrêmement utile pour le secrétariat qu'à l'occasion de son débat général, le Conseil d'administration présente des observations et des directives à leur sujet.

A. Immunisation universelle des enfants : maintien et renforcement des résultats obtenus

18. La campagne mondiale pour l'immunisation universelle des enfants des années 80 a représenté l'un des efforts de coopération les plus importants entrepris en temps de paix : elle s'est en effet étendue de l'Amazonie à l'Himalaya et des plus grandes métropoles aux hameaux les plus reculés que n'atteignent même pas les services postaux. L'élan pris grâce à cet extraordinaire succès ne doit en aucun cas se ralentir. Des familles et villages qui n'avaient jamais bénéficié d'aucun service de santé ni même d'aucun autre programme national de développement ont eu accès à des programmes de vaccination ces dernières années. Le succès de la campagne pour l'immunisation universelle des enfants n'a pas seulement montré ce que l'on pouvait accomplir lorsque la communauté mondiale axe ses efforts sur un objectif concret et réalisable; il a permis en outre de mettre en place un cadre stratégique dans lequel s'inscriront les tâches considérables qui restent encore à accomplir. Les techniques et les moyens utilisés pour atteindre un tel résultat peuvent et doivent être mobilisés pour tenter de satisfaire un ensemble plus vaste de besoins. Maintenir et renforcer les résultats de cette campagne afin d'accroître les possibilités de progrès offertes aux familles grâce au savoir et à l'accès aux services de base, tel doit être l'objectif essentiel du programme de coopération de l'UNICEF et des donateurs pendant les années 90.

B. Priorité à l'Afrique

19. Les perspectives de réalisation des objectifs fixés en ce qui concerne les enfants pour les années 90 dans les différentes régions du monde mettent en lumière les difficultés particulières qui se posent en Afrique. De toute évidence, l'Afrique ne sera pas en mesure de travailler à la réalisation de nombre des objectifs ambitieux fixés pour les enfants pour les années 90, et encore moins de les atteindre et de les maintenir, tant que d'importants changements n'interviendront pas, tant sur le plan externe que sur le plan interne.

20. De toutes les régions du monde, l'Afrique subsaharienne est celle où les besoins en aide extérieure supplémentaire pour relancer la croissance économique et le dynamisme sont les plus pressants. En moyenne, le revenu par habitant de l'Afrique subsaharienne a baissé de plus de 20 % depuis 1980. Aucune région du

monde n'a enregistré au XXe siècle, et peut-être même depuis le début de la révolution industrielle, un déclin d'une telle ampleur et d'une telle durée. Or ce phénomène s'est produit dans la région la plus pauvre du monde, qui doit par ailleurs faire face à un accroissement rapide de sa population.

21. Ce déclin de la production et du revenu a eu des effets dévastateurs sur l'infrastructure de base, ainsi que sur les niveaux de rémunération des enseignants, du personnel de santé et autres agents des services publics et les incitations qui leur sont offertes. La pénurie de livres dans les écoles ainsi que de médicaments et fournitures médicales pour les services de santé est considérable. La crise a aussi une dimension sociale qui est loin d'être négligeable puisqu'elle affecte la structure même et la survie des familles. En conséquence, le nombre des femmes chefs de famille a augmenté, de même que celui des enfants qui ont abandonné leurs études, en particulier les filles; le chômage a de même augmenté, chez les jeunes comme chez les adultes. Malgré toutes ces difficultés, un certain nombre de collectivités et de groupes africains sont parvenus à surmonter certaines des contraintes les plus lourdes en mettant l'accent sur la rentabilité et l'action communautaire. Ces efforts doivent être encouragés et maintenus.

22. L'UNICEF a accordé un rang de priorité extrêmement élevé à l'Afrique subsaharienne, dont la part dans l'ensemble des dépenses au titre des programmes a été portée de 21 % pour la période 1970-1979 à 37 % en 1990. Néanmoins, vu le déclin persistant de l'économie, la détérioration de la situation sanitaire (due, entre autres, au SIDA et à la réapparition du paludisme et d'autres maladies), ainsi que les catastrophes naturelles et les troubles sociaux et politiques qui ont affecté la région, cet appui relativement modeste de l'UNICEF de même que l'ensemble de l'aide extérieure fournie ont été extrêmement insuffisants pour répondre aux besoins pressants des enfants. Des mesures telles l'allègement de la dette, l'amélioration des termes de l'échange, l'ajustement à visage humain, le ralentissement de l'accroissement démographique, le développement rapide de l'éducation de base et les réformes politiques sont autant de facteurs qui contribueraient à inverser le déclin du développement en Afrique. Parmi les mesures les plus concrètes que peut prendre l'UNICEF pendant la première moitié des années 90, certaines grandes priorités se dégagent.

1. L'Initiative de Bamako

23. Il est indispensable que l'Initiative de Bamako soit mise en oeuvre d'urgence. Au cours des deux années écoulées, plus de 20 pays ont commencé à l'appliquer afin de réactiver la stratégie des soins de santé primaires sur la base de programmes bien conçus et d'un financement soutenu, de sorte que le coût puisse en être assumé par les gouvernements africains, les populations bénéficiaires et les donateurs extérieurs. Nombre des malentendus initiaux concernant ce programme ont maintenant été tirés au clair. Un appui et un financement accrus de la part des donateurs sont néanmoins nécessaires pour accélérer la mise en oeuvre de l'Initiative. Les efforts dans ce sens méritent une attention prioritaire de la part de tous les membres du Conseil d'administration.

2. Syndrôme d'immunodéficience acquise

24. Vu la détérioration rapide de la situation sanitaire dans la région, la pandémie de SIDA compromet les résultats, acquis avec tant de mal, des programmes de survie de l'enfant dans plus d'une douzaine des pays d'Afrique les plus gravement atteints. En attendant des découvertes scientifiques qui permettront de mettre au point des vaccins et des remèdes pour cette terrible maladie, l'Afrique a besoin d'une aide pour des campagnes d'information et d'éducation de masse ainsi que pour la mise en place de systèmes d'aide sociale et humanitaire aux orphelins dont les parents sont morts du SIDA ainsi qu'aux autres enfants, femmes et familles affectés par cette maladie. Tant que des progrès considérables n'auront pas été réalisés pour empêcher la dissémination du SIDA, les objectifs visés concernant la réduction de la mortalité maternelle et infantile pendant les années 90 risquent de ne pouvoir être atteints, à moins de ne pas tenir compte de l'accroissement de la mortalité imputable au SIDA. De toute évidence, le SIDA représente une charge considérable pour les services de santé, dont la tâche est déjà particulièrement lourde. Il est donc important et urgent d'améliorer, de maintenir et de développer les services de santé afin de répondre aux besoins des victimes du SIDA et d'assurer la réalisation des objectifs fixés en matière de santé pour les années 90.

C. Restructuration des budgets nationaux et de l'aide au développement

25. L'UNICEF a estimé qu'il faudrait 20 milliards de dollars de plus par an, au cours des 10 années à venir, pour atteindre les objectifs relatifs aux enfants que le Conseil d'administration a approuvés et que le Sommet mondial pour les enfants a fait siens. Environ les deux tiers de cette somme doivent être fournis par les pays eux-mêmes et, pour cela, ils devront utiliser plus efficacement les ressources existantes mais aussi et surtout, réaménager l'affectation des ressources nationales de façon à attribuer un rang de priorité plus élevé aux secteurs les plus vulnérables. Le solde, soit 6 à 7 milliards de dollars, devra être fourni par des sources extérieures, une part importante du total devant être affectée à l'Afrique subsaharienne, où les possibilités de réaffectation des ressources internes sont très limitées. L'aide publique au développement (APD) a augmenté à raison de 2 % par an et bien que des taux d'accroissement plus élevés soient certes extrêmement souhaitables, on ne peut compter sur une aide plus importante pour le moment. Le problème consistera donc à encourager la mise au point d'une formule efficace comportant à la fois la réaffectation des ressources internes et la restructuration de l'APD, de sorte qu'une part plus importante des ressources disponibles soit affectée aux services de base qui favoriseront le développement humain et soulageront les mères et les enfants les plus pauvres. Trois formes de restructuration doivent être préconisées :

a) Affectation d'une proportion plus forte des ressources disponibles à l'action sociale dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et la nutrition;

b) Dans chacun de ces secteurs, affectation d'une part plus importante des ressources aux services de base : soins de santé primaires de préférence à la construction d'hôpitaux, éducation de base de préférence à l'enseignement secondaire et supérieur, approvisionnement en eau et services d'assainissement dans les zones rurales et les zones urbaines à faible revenu de préférence aux zones

urbaines plus favorisées, et programmes de nutrition destinés à ceux qui en ont le plus besoin;

c) Affectation d'une proportion plus élevée de l'APD à l'Afrique subsaharienne et aux pays les moins avancés des autres régions.

26. A l'heure actuelle, la part de l'APD bilatérale affectée aux soins de santé primaires, à l'enseignement primaire et à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans les zones rurales ne dépasse pas 3 % environ. Il y a donc beaucoup à faire au niveau de la restructuration, mais il faudra pour cela la coopération des donateurs et des gouvernements bénéficiaires. Les membres du Conseil d'administration, qu'ils représentent des gouvernements donateurs ou des gouvernements bénéficiaires, peuvent jouer un rôle de plaidoyer important dans ce domaine crucial et leurs idées et observations sur cette question seraient très utiles.

D. Persistance du problème de la dette

27. De toute évidence, la mesure dans laquelle les pays en développement pourront consacrer des ressources accrues à la réalisation des objectifs fixés pour la décennie en ce qui concerne les enfants dépendra de trois facteurs : réalisation et maintien d'un taux de croissance par habitant positif au cours des 10 prochaines années, réduction des dépenses militaires et diminution sensible des paiements dus aux crédetes extérieurs au titre des intérêts. Aucun progrès n'a encore été accompli à l'échelle requise en ce qui concerne le problème de la dette. Les programmes d'allégement appliqués à ce jour n'ont eu qu'un effet minimal sur la charge globale que représente l'endettement pour les pays en développement. Bien que le problème n'occupe plus la première page des journaux, il reste entier et de nouvelles solutions doivent être trouvées. L'UNICEF continuera à préconiser l'adoption de mesures d'allégement plus énergiques et à promouvoir un "allégement de la dette au profit des enfants" ainsi que des programmes d'investissement social tels que l'initiative, en cours de réalisation, de l'UNICEF et de la Banque interaméricaine. Les idées et observations des membres du Conseil d'administration sur les moyens d'accélérer les efforts dans ce domaine seraient particulièrement utiles. (Pour un compte rendu plus détaillé des mesures préconisées par l'UNICEF en vue d'un "allégement de la dette au profit des enfants", voir le document E/ICEF/1991/CRP.4.)

III. LES PROGRAMMES EN FAVEUR DES ENFANTS : UNE PRISE DE CONSCIENCE POUR UN MOUVEMENT MONDIAL

28. Le défi que représentent les objectifs et les stratégies en faveur des enfants pour les années 90, objectifs et stratégies que le Sommet mondial pour les enfants a fait siens, est si ample et exhaustif que tout programme de type "ordinaire" n'aura que peu de chances d'aboutir aux résultats souhaités. Le seul moyen de les atteindre est de susciter un mouvement mondial analogue à ceux qui sont apparus au cours des ans contre l'esclavage, contre le colonialisme, contre le racisme ou pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Un tel mouvement en faveur des enfants devra, pour atteindre son but, s'allier étroitement aux mouvements pour la paix, la protection de l'environnement, la population et autres causes analogues qui occuperont vraisemblablement une place de premier plan dans le monde au cours des

années 90. Le Conseil d'administration aura peut-être des observations à faire sur les meilleurs moyens de procéder à ce réajustement.

29. La Convention relative aux droits de l'enfant et la Déclaration et le Plan d'action mondial adoptés par le Sommet mondial pour les enfants constituent pour un ce mouvement un manifeste du plus grand poids. La communauté de l'UNICEF, y compris le Conseil d'administration, les comités nationaux et le secrétariat, est particulièrement bien placée pour encourager et appuyer une participation aussi large que variée à un tel mouvement.

30. Le défi lancé à l'UNICEF consistera à penser et à agir stratégiquement, à donner l'exemple et à prendre des initiatives, en agissant non pas comme le "propriétaire" de ce mouvement mais comme un collaborateur actif au sein d'une vaste alliance en faveur des enfants.

31. Les activités quotidiennes de plaidoyer de l'UNICEF doivent aller plus loin que les services et interventions en faveur des enfants grâce auxquels il fournit une modeste coopération financière, matérielle et technique. Mais l'UNICEF ne peut se faire l'avocat des enfants en se contentant de bonnes paroles : il doit indiquer la voie à suivre et, à cette fin, sa coopération à l'exécution des programmes de pays doit servir d'exemple. Un programme de pays offre l'occasion d'établir des normes en vue de la conception des stratégies et d'une planification rentable. Il devrait démontrer comment des services de base peuvent être fournis aux secteurs les plus défavorisés et les plus vulnérables de la population à l'aide de mesures d'un coût abordable et de caractère durable, appliquées à grande échelle. Les éléments stratégiques qui caractérisent la coopération de l'UNICEF, par exemple la réduction des inégalités, les moyens donnés aux femmes, les approches par zones, etc., devraient être si bien intégrés dans le programme que celui-ci pourra servir de modèle pour d'autres.

32. Tout en axant ses ressources limitées sur un petit nombre de secteurs clefs ou sur une zone particulièrement défavorisée d'un pays donné, l'UNICEF doit en même temps bien connaître toute la gamme des problèmes qui affectent les enfants de ce pays. Il faut donc développer l'aspect "plaidoyer" de l'action de l'UNICEF, au sens le plus large, en tenant dûment compte des politiques et comportements nationaux, des activités entreprises ou prévues par les partenaires de l'UNICEF et de l'éventail des possibilités qui s'offriront.

33. Un double défi est ainsi lancé à l'UNICEF pour les deux ou trois années à venir : d'une part, développer et améliorer la programmation par pays, de sorte que les programmes bénéficiant de l'appui de l'UNICEF dans le monde entier constituent des modèles de développement durable pour les enfants, à un coût abordable, et, d'autre part, devenir un partenaire à part entière, actif et efficace, dans le cadre d'une action nationale et mondiale aux fins de la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement ayant trait aux enfants au cours des années 90.

Notes

1/ A/45/625, annexe, Plan d'action, par. 21.

2/ Ibid., par. 7.
